

Présentation générale:

Perspectives Économiques Mondiales

Cette édition du *Rapport sur les Perspectives Économiques Mondiales* paraît alors que l'économie mondiale est à la croisée des chemins. Partout dans le monde, les marchés s'engouffrent dans la crise économique ; les marchés boursiers enregistrent de fortes baisses et sont volatiles tandis que les cours et les primes de risques sur un vaste éventail de dettes ont augmenté de 600 points de base voire plus. Les marchés des matières premières traversent eux aussi une période difficile après plusieurs années de croissance. Les prix des matières premières ont chuté et même s'ils demeurent supérieurs à leurs niveaux des années 1990, ils ont perdu la plus grande partie de leurs gains des 24 derniers mois.

Le chapitre 1 de ce rapport examine les conséquences à moyen terme de la crise sur la croissance des pays en développement, l'inflation et le commerce mondial. Le chapitre 2 porte sur les perspectives d'offre et de demande à long terme sur les marchés des matières premières. Il y est question des perspectives à long terme pour les pays en développement et leur part grandissante dans le produit intérieur brut (PIB) mondial, de la régression de la qualité des nouvelles réserves de ressources et de l'influence de la technologie tant sur l'offre que sur la demande. Enfin, le chapitre 3 porte sur l'efficacité des politiques adoptées par les pays producteurs et consommateurs de matières premières pour faire face aux défis posés par les épisodes périodiques de prix élevés des matières premières.

Ce rapport n'aborde pas les thèmes de l'eau, de la pêche et du bois d'œuvre, des matières premières d'une très grande importance pour les pays en développement et pour l'ensemble de la

planète, mais qui se situent au-delà du spectre de ce rapport parce que ce sont des biens de nature publique ou, dans le cas du bois d'œuvre, parce qu'il a fait l'objet d'un récent rapport distinct (Banque mondiale, 2007).

La crise financière mondiale pèse sur les perspectives à court terme pour les pays en développement

La crise bancaire qui a frappé en septembre 2008 après plus d'un an de perturbations financières a considérablement accentué le ralentissement cyclique qui était déjà en cours. Suite à l'insolvabilité d'un grand nombre de banques et d'institutions financières des États-Unis, d'Europe et des pays en développement, les conditions financières se sont grandement resserrées, les flux de capitaux vers les pays en développement ont fondu et de vastes sommes de capitalisation boursière se sont évaporées.

La crise a commencé dans les pays à revenu élevé, mais les pays en développement ont été pris dans son sillage. En date du début novembre, les marchés boursiers des pays en développement avaient perdu presque tous les gains réalisés depuis le début de 2008 et les premiers appels publics à l'épargne avaient disparu. Les primes de risque, qui avaient augmenté à plus de 800 points de base sur les obligations d'État et à 1 000 sur les obligations de sociétés, ont commencé à redescendre, mais sont encore bien supérieures à 500 points de base dans chacune des régions en développement. Étant donné que les obligations de sociétés étaient l'une des plus importantes sources de financement pour les pays en développement, ces mouvements suggèrent qu'une importante baisse de la croissance de l'investissement est à prévoir dans les pays en

développement. Les prêts bancaires et les investissements étrangers directs étaient également en baisse, mais dans une moindre mesure. La volatilité accrue et les pertes découlant du secteur bancaire ont incité les investisseurs du monde entier à vendre leurs actions et à accroître leur participation dans des actifs moins risqués, notamment des bons du Trésor américains. Par conséquent, les devises de presque tous les pays en développement du monde se sont dépréciées vis-à-vis du dollar.

Après une série d'efforts de la part des banques centrales et des gouvernements pour résoudre la crise au moyen d'injections de liquidités et de diverses mesures spéciales, les décideurs politiques ont agi de manière musclée pour restaurer la confiance envers le système bancaire international, notamment en nationalisant partiellement neuf banques, en lançant des plans de sauvegarde de plusieurs milliards de dollars aux États-Unis et en Europe, et en organisant des réunions multilatérales pour faire face aux faiblesses de l'architecture financière mondiale. Au moment de mettre sous presse (20 novembre 2008), il est encore trop tôt pour évaluer si ces mesures ont été efficaces pour restaurer la confiance envers le système bancaire. Cependant, ces mesures constituent le genre d'intervention crédible et musclée qui était nécessaire et ont eu pour effet de faire considérablement diminuer les taux interbancaires. Même s'ils demeurent volatiles, les marchés boursiers et obligataires y ont également réagi favorablement.

En dépit de ces mesures, les perspectives de croissance pour les pays à revenu élevé et les pays en développement se sont considérablement dégradées et la possibilité d'une profonde récession globale ne peut être écartée.

Même avant l'émergence de la profonde crise financière en septembre 2008, la croissance mondiale montrait déjà des signes de ralentissement. La croissance économique a diminué de manière importante en Europe, au Japon et dans bon nombre de pays en développement au

deuxième trimestre de 2008. Aux États-Unis, les perturbations continues sur les marchés financiers et la chute des prix des logements ont engendré une baisse de la demande intérieure pour 6 des 12 derniers trimestres. Néanmoins, une solide croissance des exportations américaines, soutenue en partie par la demande des pays en développement, avait permis jusqu'à récemment à l'économie des États-Unis d'éviter une récession. Le PIB du pays a toutefois reculé de 0,5 % au troisième trimestre de 2008. Dans les pays en développement, la croissance du PIB dans son ensemble est demeurée robuste dans la première moitié de l'année. Cependant, le ralentissement de la croissance dans les pays à revenu élevé et le tarissement des flux de capitaux, auxquels s'ajoutent les pertes de revenus réels attribuables aux prix des matières premières, ont entraîné une importante baisse de la production industrielle, de l'investissement et des échanges internationaux à partir du troisième trimestre.

Parallèlement, la hausse des prix des matières premières et un resserrement de la capacité dans bon nombre de pays (après de nombreuses années de croissance rapide soutenue par une abondance de liquidités) ont engendré une accélération de l'inflation et de l'inflation hors alimentation et énergie dans l'ensemble du monde et, au sein des pays en développement, l'inflation globale a grimpé de 5 %. Le ralentissement de la croissance et la baisse des prix des matières premières devraient atténuer les pressions inflationnistes. Les importantes pertes de revenus réels subies par de nombreuses habitants des pays en développement ainsi que l'état de surchauffe dans lequel se trouvent certaines économies de ces pays pourraient toutefois faire grimper de nouveau les prix, entraînant l'inflation à la hausse ou stabilisant les attentes inflationnistes à des niveaux élevés. La combinaison d'un premier semestre relativement solide et d'un second trimestre beaucoup moins vigoureux devrait engendrer un ralentissement du PIB qui devrait se chiffrer en 2008 à 1,3 % dans les pays à revenu élevé et à 6,3 % dans les

pays en développement. Selon les prévisions, le ralentissement devrait s'intensifier en 2009 étant donné que la majorité des effets secondaires de la crise bancaire sur l'économie réelle seront ressentis au cours des derniers mois de 2008 et des deux premiers trimestres de 2009.

Le principal moteur du ralentissement tant dans les pays en développement que dans les pays à revenu élevé sera l'investissement, qui pour l'ensemble de 2009 devrait diminuer de 3,1 % dans les pays à revenu élevé et n'augmenter que de 3,5 % dans les pays en développement, comparativement à une hausse de 13 % dans ces pays en 2007. Étant donné que les pays en développement ont moins accès aux marchés internationaux de capitaux, ce ralentissement les touchera principalement de manière indirecte notamment sous la forme du ralentissement de la croissance mondiale, de la baisse des prix des matières premières, d'une diminution des envois de fonds et d'une réduction partielle des flux d'aide.

La croissance du PIB mondial dans son ensemble devrait reculer de 0,9 % en 2009 alors que les économies en développement enregistreront une expansion de 4,5 %, une hausse largement inférieure au bond record de 7,9 % enregistré en 2007. Le commerce international devrait également perdre de la vitesse et les volumes mondiaux d'exportations devraient diminuer pour la première fois depuis 1982. Par conséquent, les prix des matières premières et l'inflation devraient céder du terrain ; selon les projections, le prix du pétrole devrait se situer en moyenne à 75 dollars le baril en 2009 et les prix des produits alimentaires devraient baisser de 23 % par rapport à leur moyenne pour 2008.

La crise financière et le ralentissement abrupt de la croissance mondiale qui devrait suivre surviennent à un moment où les pays en développement dans leur ensemble sont considérés comme plus vulnérables que par le passé. La hausse des

prix des matières premières a entraîné les déficits de la balance commerciale de bon nombre de pays importateurs de pétrole à des niveaux inquiétants (les déficits sont supérieurs à 10 % du PIB dans près d'un tiers des pays en développement) et, après avoir considérablement augmenté, les réserves internationales des pays en développement exportateurs de pétrole, telles que mesurées en pourcentage de leurs importations, diminuent désormais. De plus, l'inflation y est élevée et les positions fiscales de ces pays se sont détériorées tant pour des raisons cycliques que parce que les dépenses gouvernementales ont augmenté pour contrer les effets de la hausse des prix des matières premières.

Par conséquent, même dans les projections de référence qui prévoient la fin des rapides baisses des marchés boursiers enregistrées en septembre et octobre et un relâchement des conditions de crédit grâce à un regain de confiance envers les marchés suite aux récentes actions politiques, il est probable que la crise ait de lourdes conséquences pour un certain nombre de pays en développement qui pourraient même souffrir de l'insolvabilité de banques et de crises de devises. Dans de telles circonstances incertaines, les décideurs politiques doivent se préoccuper en priorité de réduire les risques de perturbation à l'échelle nationale en réagissant rapidement et de manière musclée aux difficultés émergentes et, si nécessaire, en demandant de l'aide au Fonds monétaire international (FMI).

L'incertitude continue de miner les perspectives

Même s'il est fort probable que ces perspectives se réaliseront, un vaste éventail de projections est possible. La perturbation financière pourrait s'intensifier davantage, engendrant un resserrement prolongé du crédit et une récession mondiale. Un ralentissement moins marqué est également envisageable si les conditions de crédit ne se détériorent pas autant qu'anticipé dans les projections

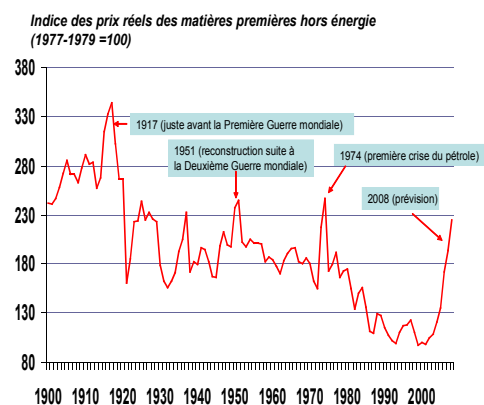
de référence. Au moment de rédiger ce rapport, il n'est pas possible d'écarter la possibilité que la situation se détériore considérablement dans les pays à revenu élevé. Si le marché du crédit ne réagit pas aux interventions musclées réalisées par les décideurs politiques jusqu'à présent, les conséquences pour les pays en développement pourraient être très graves. Les conditions de financement se détérioreraient rapidement et des secteurs financiers qui semblent sains pourraient se retrouver dans l'incapacité d'emprunter ou encore refuser de prêter tant sur les marchés intérieurs qu'internationaux. Un tel scénario serait caractérisé par une longue et profonde récession dans les pays à revenu élevé, de fortes perturbations et des troubles, y compris l'insolvabilité des banques et des crises de change dans un vaste éventail de pays en développement. Une croissance très négative dans un certain nombre de pays en développement et toutes les répercussions que cela aurait, notamment une augmentation de la pauvreté et du chômage, serait alors inévitable.

Même s'il s'agit d'un problème éloigné, l'inflation élevée dans les pays en développement continue à inquiéter, surtout si la crise financière se résorbe relativement rapidement. Selon un tel scénario, la croissance ralentirait tout de même en 2009, mais les importantes politiques de relance mises en œuvre pourraient faire bondir la croissance dans les pays en développement et les pays à revenu élevé en 2010 et ainsi raviver les pressions inflationnistes, ce qui entraînerait un second resserrement de la politique et une deuxième période de ralentissement de la croissance. Les décideurs politiques des pays qui présentent actuellement d'importants déficits et une inflation élevée doivent être particulièrement vigilants. Ces économies continuent à être vulnérables et les investisseurs demeurent frileux. Dans ces conditions, il est probable que les devises de ces pays continuent à être particulièrement sensibles aux perceptions changeantes des marchés.

Fin du boom sur le marché des matières premières

Comme cela a été le cas des autres booms du siècle dernier, la forte hausse des prix des matières premières des cinq dernières années a été associée à une période de solide croissance économique (en partie alimentée par des politiques monétaires et fiscales relativement souples) et à une période d'incertitude mondiale, et a donné lieu à d'importantes pressions inflationnistes. Le plus récent boom a été le plus marqué de ce siècle de par son ampleur, sa durée et le nombre de groupes de matières premières dont les prix ont augmenté (figure O.1).

Figure O.1 : La force et la durée du boom reflètent principalement la résilience de la croissance du PIB entre 2003 et 2008.



Source : Grilli et Yang (1988) pour 1990 à 1947; Banque mondiale pour 1948 à 2008.

Dans les secteurs du pétrole et des métaux, les pressions relatives à l'offre qui se sont accumulées au cours des cinq dernières années et qui ont fait augmenter les prix à des niveaux record étaient principalement attribuables à une faible croissance de la capacité d'approvisionnement. Cette faible croissance de la capacité d'approvisionnement vient du fait que la majorité de la demande grandissante des années 1990 dans le reste du monde a été comblée par la lente réabsorption de la capacité excédentaire créée suite à la crise du pétrole de 1980 et par l'effondrement de la demande dans l'ancienne Union

soviétique où les pays anciennement communistes ont commencé à affecter leurs ressources en fonction des signes du marché. En raison de cette capacité excédentaire, les prix sont demeurés faibles dans les secteurs du pétrole et des métaux et les sociétés de ces secteurs ne disposaient pas d'incitatifs économiques nécessaires pour accroître leur capacité de production.

De plus, puisque les prix étaient faibles et que la demande grandissante était comblée par cette capacité excédentaire, l'investissement dans les secteurs du pétrole et des métaux a chuté et les secteurs qui fournissaient les facteurs nécessaires à l'exploration et à l'exploitation se sont atrophiés. Ce développement a créé un déséquilibre entre le taux sous-jacent de la croissance de la capacité d'approvisionnement et la demande. Lorsque la capacité excédentaire a été épuisée au début des années 2000, l'offre n'était pas en mesure de progresser au même rythme que la demande grandissante et les prix ont commencé à grimper.

L'histoire des marchés agricoles est bien différente. La demande alimentaire pour les récoltes agricoles est demeurée relativement stable. Cependant, l'utilisation de récoltes alimentaires à des fins de production de biocarburant s'est grandement accrue. Entre 2003 et 2007, les deux tiers de l'augmentation de la production de maïs ont été engloutis par la production de biocarburants. Initialement, l'impact initial de ce phénomène se limitait au marché du maïs, mais les agriculteurs ayant cessé de produire du blé et du soja pour se consacrer au maïs, les prix de ces matières premières ont également commencé à augmenter. La hausse des prix du pétrole et des engrais a également fait augmenter les coûts de la production alimentaire, surtout dans les pays à revenu élevé où les coûts de ces matières peuvent représenter jusqu'à 30 % de l'ensemble des coûts de production. Ce développement jumelé à la demande en céréales attribuable à la production de biocarburants ont rendu le prix de ces produits alimentaires

beaucoup plus sensibles aux fluctuations des prix du pétrole. Enfin, une série de mauvaises récoltes de blé en Australie a envenimé la situation, faisant diminuer les stocks mondiaux et contribuant à la hausse des prix.

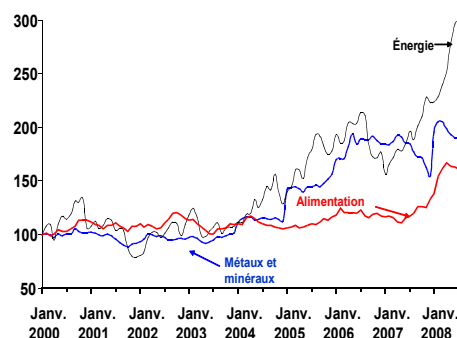
En plus de ces facteurs fondamentaux, les prix agricoles ont également été influencés par l'intérêt grandissant des investisseurs pour ces matières premières en tant que classe d'actifs et par des politiques gouvernementales, notamment la décision de plusieurs pays d'interdire l'exportation de ces matières. Tous ces facteurs sont liés aux attentes relatives à l'avenir et pourraient être exacerbés tant par la tendance à la hausse des prix en 2007-2008 que par leur plus récente baisse.

Les prix des matières premières diminuent en réaction au ralentissement de la croissance du PIB

Tout comme les précédents booms des prix des matières premières, celui-ci a pris fin. Les prix ont grandement diminué sur tous les marchés des matières premières depuis juillet 2008 (figure O.2), traduisant un ralentissement de la croissance du PIB, une hausse de l'offre et une révision des attentes. Étant donné que les prix des matières premières reflètent les attentes futures, le ralentissement marqué de la

Figure O.2: Les prix réels des matières premières en monnaies locales ont augmenté de 75 % à 150 % avant de redescendre récemment.

Indices des prix réels des matières premières en devises locales, en dollars constants (Janv. 2000=100)



Source : Banque mondiale.

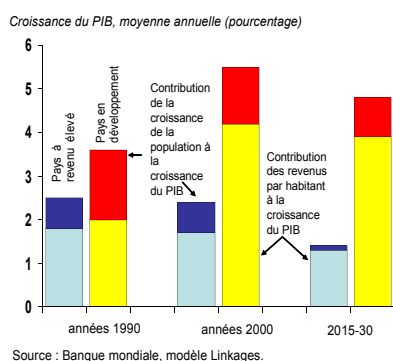
croissance attendu pour l'année à venir a eu pour effet de faire baisser rapidement les prix, même si les tensions sous-jacentes relatives à l'offre et à la demande n'ont pas vraiment changé depuis quelques mois lorsque les prix de ces matières atteignaient des niveaux proches de leur record historique.

Certains métaux ont vu leur prix retomber à leur niveau d'avant le boom et les prix en dollar de bon nombre de produits alimentaires échangés à l'échelle internationale sont revenus à leur niveau de 2006. On s'attend à ce qu'un ralentissement de la croissance du PIB entraîne les prix des matières premières encore à la baisse à court terme, mais ils devraient tout de même demeurer supérieurs à leur niveau des années 1990. Les prix réels des produits alimentaires devraient diminuer de 15 % entre aujourd'hui et 2010, ceux du pétrole de 8 %, et les prix des métaux devraient encore reculer de 23 %.

À long terme, la croissance de la demande de matières premières devrait s'atténuer

La vigueur, l'ampleur (en terme de nombre de matières premières dont les prix ont augmenté) et la durée du boom actuel des matières premières ont alimenté une spéculation voulant que l'économie mondiale entre dans une nouvelle ère caractérisée par une quasi pénurie de matières premières dont les prix seront plus élevés (et en constante progression).

Figure O.3: Un ralentissement de la croissance de la population devrait se traduire par un PIB et une plus faible demande en matières premières



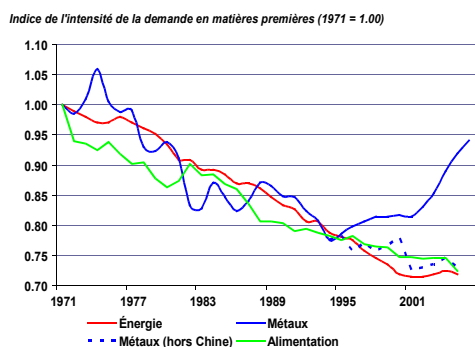
Cette tournure semble peu probable. Au cours des deux prochaines décennies, le ralentissement anticipé de la croissance de la population et de la croissance des revenus (qui demeureront tout de même solides) devrait entraîner à la baisse la croissance du PIB dans le monde (figure O.3) et, dans son sillage, la demande de matières premières. Comme mentionné plus loin dans ce rapport, l'ampleur du ralentissement de la demande de matières premières et la capacité de l'offre à suivre le rythme de la demande dépendront en grande partie de l'environnement politique, du rythme des progrès technologiques et de facteurs externes tels que le changement climatique.

Une baisse de la demande de métaux dépend grandement de l'augmentation de l'efficacité en Chine

Au cours des 50 dernières années, une combinaison de mesures de conservation, de progrès technologiques et de modifications de la structure du PIB mondial (les services ont tendance à moins consommer de matières premières que les produits manufacturés) a contribué à réduire la quantité de métaux et d'énergie nécessaires pour produire une unité de PIB d'en moyenne 0,8 % et 0,9 % par année, respectivement (figure O.4). L'intensité d'utilisation des produits alimentaires nécessaires au PIB a également diminué parce qu'une proportion grandissante de la population mondiale a atteint des niveaux de revenus où la demande par personne en matières premières alimentaires est stable.

Depuis le milieu des années 1990, la tendance à la baisse de l'intensité d'utilisation des métaux a commencé à s'inverser. Ce revirement s'explique presque entièrement par la hausse de l'intensité d'utilisation des métaux en Chine qui a démarré en 1995 et qui s'est accentuée encore davantage au début des années 2000. Cette hausse de l'intensité de l'utilisation des métaux a été accompagnée

Figure O.4: Les progrès technologiques ont réduit la quantité de matières premières utilisées par unité du PIB



Source : Calculs de la Banque mondiale à partir de données du World Bureau of Metal Statistics, de l'AIE et du FAO.

par des booms de l'investissement, du secteur manufacturier et des exportations dans ce pays. À l'heure actuelle, l'intensité d'utilisation des métaux en Chine est quatre fois plus importante que dans les pays développés et deux fois plus importante que celle des autres pays en développement. On prévoit que l'intensité d'utilisation des métaux de la Chine se stabilisera au cours des prochaines années avant de baisser étant donné que le taux très élevé d'investissement dans ce pays diminuera et que la tendance transitoire à transférer la capacité manufacturière globale des pays à revenu élevé vers la Chine s'essoufflera.

En supposant que l'intensité d'utilisation des métaux de la Chine se stabilise avant de diminuer au cours des prochaines années, la demande mondiale en métaux, dont la croissance a surpassé celle du PIB ces dernières années, devrait se réaligner avec la croissance du PIB dans les années à venir avant de diminuer encore davantage au cours de la prochaine décennie pour atteindre environ 2,7 % pour la période de 2015 à 2030.

La demande future en énergie dépend de l'amélioration de l'efficacité des automobiles

La demande dans le secteur de l'énergie

dépendra essentiellement du rythme auquel l'efficacité énergétique continuera de s'améliorer, en particulier dans le secteur des transports. Depuis 1970, les efforts d'économie d'énergie et les progrès technologiques ont permis de réduire la demande énergétique de 56 %, contre un scénario de non changement (AIE,2006). Étant donné que 75 % de la demande future en énergie devraient venir du secteur des transports, en particulier dans les pays en développement, le rythme de croissance de la demande future en énergie (et sa composition) dépendra en grande partie des futurs gains d'efficacité en matière de technologie automobile.

Les perspectives d'améliorations dans ce domaine sont bonnes, mais à condition que les politiques continuent de soutenir les mesures d'économie d'énergie et d'efficacité énergétique. Des technologies déjà existantes (disponibles soit en phase initiale de lancement soit en tant que prototypes) telles que des voitures polycarburants, hybrides et hybrides rechargeables ainsi que des véhicules fonctionnant à l'électricité ou à l'hydrogène, pourraient permettre d'augmenter de plus de moitié le rendement du carburant. Une politique ambitieuse (et portant fruits) visant à accélérer la mise au point et la diffusion de ces technologies pourrait faire passer la part de ces véhicules à 90 % dans les pays à revenu élevé et à 75 % dans les pays en développement d'ici 2050, réduisant ainsi de manière considérable la dépendance des transports privés vis-à-vis des carburants liquides.

Dans les projections de référence, la demande en pétrole devrait continuer à augmenter pour atteindre 114 millions de barils par jour d'ici 2030 (contre 87 millions de barils par jour aujourd'hui). Selon les prévisions, la demande pour l'ensemble des sources d'énergie devrait augmenter de manière plus marquée alors que le poids du charbon, du gaz naturel et des sources de combustibles non fossiles augmente au sein de l'offre totale en énergie. L'ampleur de ce développement

dépendra en grande partie de l'environnement politique. Une action plus proactive pour restreindre les émissions de carbone pourrait accélérer le rythme auquel les énergies alternatives deviennent économiquement viables et réduire la dépendance envers les centrales électrique au charbon qui est anticipée.

Au cours des 20 prochaines années, les approvisionnements en matières premières extraites devraient être suffisants

Le rythme auquel la croissance de la capacité d'approvisionnement dans les secteurs du pétrole et des métaux rattrapera la demande dépend de la rapidité avec laquelle la capacité peut être restaurée dans les secteurs des équipements lourds et spécialisés et de la main-d'œuvre. Des années de prix bas et de faibles investissements ont réduit la capacité dans ces secteurs avec pour conséquence des coûts et des délais de livraison de facteurs de production qui ont plus que quadruplé dans bien des cas. Les prix élevés de ces composants accélèrent la levée de ces contraintes. Étant donné le ralentissement prévu de la croissance du PIB mondial et la baisse des prix des matières premières, la demande en investissement a diminué et les prix de ces investissements spécialisés devraient diminuer encore davantage. Néanmoins, les livraisons devraient continuer de talonner la demande pendant un certain temps et les prix devraient demeurer relativement élevés au cours des prochaines années.

À long terme, les prix des matières premières extraites devraient baisser, mais ils ne passeront pas en dessous de leurs niveaux des années 1990, selon les prévisions. Ces prix plus élevés qu'auparavant devront être accompagnés d'investissements dans de nouvelles capacités de la part des sociétés du secteur.

Même si la quantité absolue de combustibles fossiles et de métaux dans l'écorce terrestre diminue et si la quantité qui en est extraite chaque année augmente,

il semble peu probable que le monde en manque d'ici peu. Historiquement, les réserves prouvées de métaux et de pétrole ont tendance à augmenter encore plus rapidement que la production, demeurant incroyablement constante dans le cas du pétrole à environ 40 années de production. Cela s'explique en partie par le fait que les réserves mesurées, qui ne sont pas des calculs exacts de ce qui reste dans le sol, ressemblent davantage à l'inventaire des produits que les sociétés peuvent facilement mettre sur le marché. Tant que les sociétés ont des « réserves connues » suffisantes pour répondre à ce que devrait être la demande future, elles sont peu motivées à en trouver d'autres.

Il est fort probable que des réserves additionnelles seront découvertes au fur et à mesure que la production augmente et que les réserves connues sont mises en service. En règle générale, ces nouvelles réserves ont tendance à être de moins bonne qualité et plus coûteuses à extraire que les réserves existantes. Toutefois, les progrès technologiques dans le domaine de l'extraction ont été suffisamment rapides pour permettre le maintien et même le recul des coûts d'exploitation des nouvelles sources, malgré l'éloignement et la moindre qualité des nouvelles réserves. La projection à long terme d'un baril de pétrole à 75 dollars (en dollars réels de 2008) est basée sur l'attente qu'un tel prix sera suffisant pour inciter une production additionnelle de la part de sources à coûts élevés telles que les sables bitumineux du Canada.

Même si certaines ressources deviennent en effet rares, il existe suffisamment d'alternatives. Par exemple, si le rythme des découvertes de nouvelles réserves de pétrole diminue, la hausse du prix du pétrole qui en découlera rendra les sources alternatives d'énergie (notamment le charbon, le gaz naturel et les énergies renouvelables) plus attrayantes financièrement et incitera à faire une plus grande économie d'énergie et à réaliser des progrès technologiques. Des simulations suggèrent que si la production de pétrole

n'augmente pas entre aujourd'hui et 2030, le prix du pétrole pourrait doubler, mais la grande majorité de ce manque à gagner énergétique serait comblée par une plus grande consommation de charbon et de gaz naturel, bien qu'à un prix plus élevé.

La demande en produits alimentaires diminuera de pair avec la baisse de croissance de la population, mais les biocarburants pourraient faire augmenter la demande de récoltes très rapidement

Étant donné qu'une part grandissante de la population mondiale a atteint des niveaux de revenus où la demande pour la plupart des matières premières alimentaires n'augmente plus de concert avec les revenus, la demande en produits alimentaires devrait ralentir, conformément au ralentissement de la croissance de la population. Cependant, le rôle potentiel de la demande en récoltes alimentaires pour en faire du biocarburant complique grandement la situation. En tenant compte des technologies d'aujourd'hui, il est très lucratif de transformer le maïs en éthanol pour le vendre à des prix avoisinant ceux du pétrole de plus de 50 dollars le baril. Au-delà de ce prix, chaque hausse de 1 % du prix du baril de pétrole entraîne une augmentation de 0,9 % du prix du maïs (figure O.5), ce qui signifie que le marché du maïs est lié au marché du pétrole (cette relation n'est pas significative lorsque le pétrole se transige à moins de 50 dollars le baril). De plus, étant donné que les agriculteurs ont réagi aux prix élevés du maïs en augmentant leur production de maïs dans les champs où ils cultivaient autrefois du blé et du soja, les prix de ces deux autres matières premières sont devenus de plus en plus sensibles aux prix du pétrole.

Étant donné que le marché de l'énergie est beaucoup plus important que celui du maïs (si tout le maïs du monde était utilisé pour produire des biocarburants, il ne répondrait qu'à 8 % de la demande mondiale en énergie), la demande en biocarburants a le

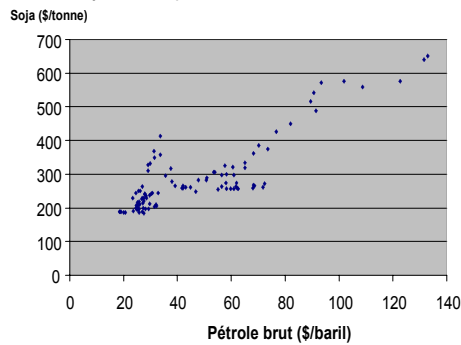
potentiel de changer de manière permanente la nature (et les prix) des

matières premières. L'Agence internationale de l'énergie (AIE), par exemple, indique que la demande en céréales pour produire des biocarburants pourrait augmenter de 7,8 % par année au cours des 20 prochaines années (contre des hausses de 1,2 % de la demande destinée à l'alimentation). Si cette projection se

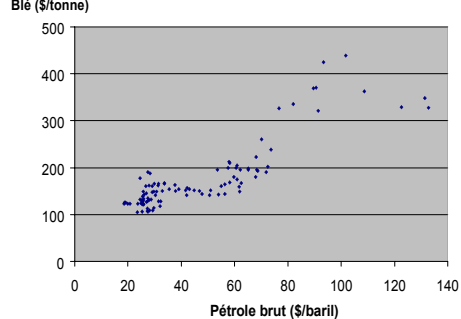
Figure O.5: Les prix du pétrole ont un impact direct sur les prix alimentaires

Les prix du pétrole par baril contre les prix des denrées alimentaires par tonne

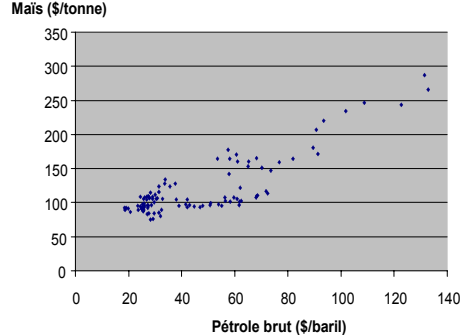
a. Prix du soja c. ceux du pétrole brut



b. Prix du blé c. ceux du pétrole brut



c. Prix du maïs c. ceux du pétrole brut



Source : Banque mondiale

concrétise, 40 % de la production mondiale de céréales pourraient être consacrés aux biocarburants d'ici 2030.

Il est probablement trop tôt pour affirmer que la nature de ces marchés a changé de manière permanente. D'un côté, il est probable que les progrès technologiques permettront de réduire les coûts de production d'éthanol à partir de maïs (et de sucre), ce qui fera donc diminuer le niveau du prix du pétrole au-delà duquel ces récoltes deviennent sensibles aux prix du pétrole. Cependant, les progrès technologiques peuvent également mettre à jour des sources alternatives d'énergie qui rendront peu attrayantes économiquement la production d'éthanol à partir de récoltes alimentaires. De telles alternatives pourraient inclure des biocarburants faits à partir de cellulose et d'autres sources non alimentaires, l'énergie solaire et les systèmes à l'hydrogène. Dans ce cas, le lien qui existe entre le marché de l'énergie et le marché des céréales se briserait et il est probable que les prix des produits alimentaires diminueraient considérablement.

Une solide croissance de la productivité et des terres cultivables inutilisées devraient permettre un approvisionnement adéquat en produits alimentaires à l'échelle mondiale

Il est peu probable que les approvisionnements en produits alimentaires soient insuffisants pour répondre à la demande. Au cours des 30 dernières années, la productivité agricole s'est accrue beaucoup plus rapidement que la demande. Par conséquent, la productivité agricole a augmenté rapidement, même si le pourcentage de travailleurs agricoles au sein de l'ensemble du marché de l'emploi a constamment diminué et que les prix ont baissé.

Les perspectives à long terme sont quelque peu assombries par l'épuisement graduel des gains de productivité facilement réalisés grâce à la révolution verte. De plus, le changement climatique menace le rendement agricole dans bon nombre de

pays en développement, même si ces retombées ne devraient pas être ressenties avant 2030. En supposant que des politiques soient mises en place pour accroître les infrastructures et faciliter la diffusion des nouvelles technologies (notamment les biotechnologies) qui ont alimenté la productivité agricole dans les pays à revenu élevé, la production agricole pourrait être supérieure à la demande en produits alimentaires à long terme.

Cependant, si les pays en développement n'arrivent pas à lutter contre les récentes tendances de baisse de rendement en investissant davantage dans l'agriculture rurale et en adoptant plus systématiquement des méthodes de semences et des techniques agricoles plus productives, bon nombre de pays, surtout en Afrique où la population devrait continuer à augmenter, risqueraient alors de passer d'un état d'autosuffisance en produits alimentaires à celui d'importateurs. La plus grande partie de ce manque à gagner serait comblée par les pays à revenu élevé où la croissance de la productivité n'a pas ralenti, mais les prix de ces produits seraient alors beaucoup plus élevés.

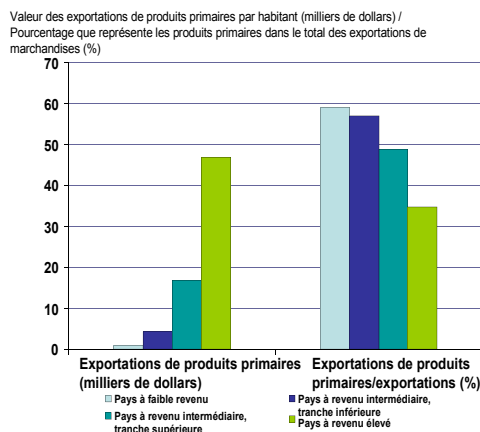
Même si la demande en biocarburants augmente considérablement, la mise en production de terres cultivables non utilisées (même si elles sont moins productives) présente un énorme potentiel. Cela dit, si la demande en récoltes relatives au biocarburant augmente sensiblement ou si la productivité est décevante, les approvisionnements futurs en produits alimentaires pourraient être beaucoup plus chers que par le passé. Des simulations indiquent que dans de telles circonstances défavorables, les prix des aliments récoltés pourraient être de 30 % supérieurs à ceux des projections de référence.

Les pays producteurs de matières premières gèrent mieux qu'auparavant les hausses de leurs revenus

Historiquement, les pays dont les économies dépendent grandement des exportations de matières premières avaient

tendance à enregistrer une croissance moins rapide que ceux ayant une économie diversifiée. Cette tendance reflète principalement un faible PIB et un sous-développement de leurs secteurs non liés aux ressources plutôt que la quantité réelle de ressources que possèdent ces pays. En effet, en termes de valeur ajoutée provenant des ressources par habitant, les pays à revenu élevé ont tendance à être plus riches en ressources naturelles que les pays en développement, et leurs vastes secteurs non liés aux ressources signifient également qu'ils sont moins dépendants des ressources (figure O.6).

Figure O.6: En règle générale, les pays pauvres sont de grands consommateurs de matières premières, mais disposent de peu de ressources



Source : Banque mondiale

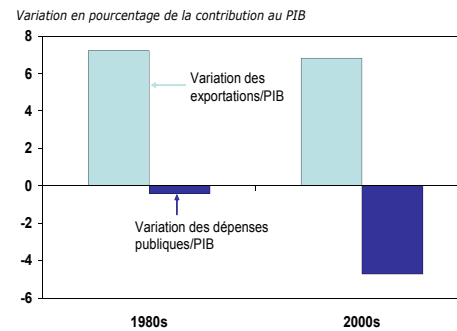
La dépendance vis-à-vis des ressources n'entraîne pas nécessairement une faible croissance. Or, pour atteindre le potentiel lié à leur richesse en ressources, les gouvernements doivent éviter d'adopter des politiques qui accentuent la tendance selon laquelle la dépendance envers les ressources génère une faible croissance. Ces politiques comprennent :

- La tendance des gouvernements des pays dépendants des ressources à augmenter leurs dépenses lors de booms et à les diminuer de manière procyclique lors de repli ;
- Les recettes importantes qui ont tendance à faire apprécier de manière excessive la monnaie du pays, ce qui nuit à la compétitivité des secteurs non liés aux ressources de l'économie ; et

- La tendance des économies largement basées sur les matières premières à encourager les comportements de maximisation de la rente, la corruption et même la violence politique.

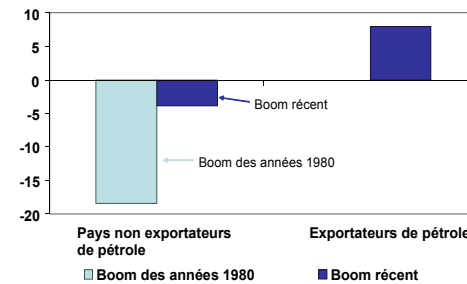
Figure O.7: Les pays exportateurs de matières premières sont moins enclins aux comportements liés à la « malédiction des ressources »

a. Les dépenses publiques ont beaucoup moins augmenté que les recettes d'exportation



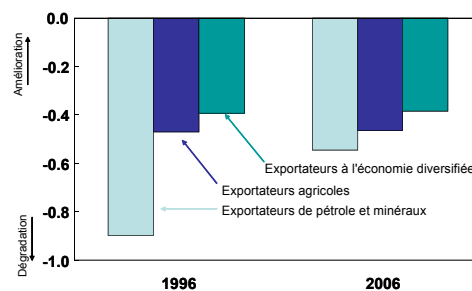
b. Les devises des exportateurs de matières premières se sont légèrement appréciées

Variation en pourcentage du taux de change réel pondérée en fonction des échanges



c. La corruption est en baisse dans les pays exportateurs de matières premières

Niveau de l'indice



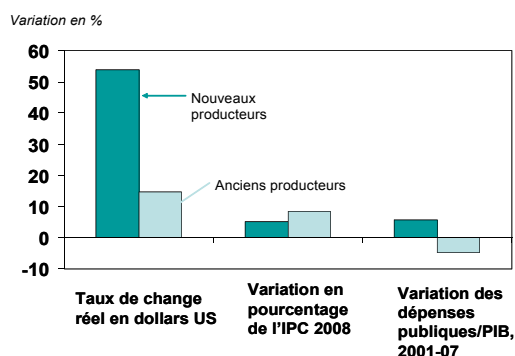
Source : Banque mondiale

Il est encourageant de noter qu'au cours du plus récent boom des matières premières, les dépenses budgétaires des pays en développement dépendants des ressources ont été beaucoup plus prudentes que lors

des booms précédents. En partie en raison de ce comportement, les devises de la plupart de ces pays ont enregistré une appréciation moins importante que par le passé. De plus, la corruption dans les pays exportateurs de matières premières a diminué par rapport à celle observée dans les pays à l'économie diversifiée (figure O.7), indiquant peut-être que ce mécanisme qui nuit au potentiel de développement de la richesse en ressources s'est également affaibli.

Les exceptions comprennent les pays exportateurs de matières premières qui ont récemment acquis leur indépendance et les États qui viennent tout juste de découvrir leur richesse en ressources. Les dépenses budgétaires dans ces pays ont affiché un rythme égal ou même supérieur à celui des revenus d'exportations et leurs devises se sont beaucoup plus appréciées que celles des pays ayant une plus grande expérience des booms de matières premières (figure O.8). Maintenant que les prix des matières premières ont diminué, ces pays pourraient faire face à des pressions budgétaires supplémentaires. De plus, les exportateurs de pétrole ayant des réserves relativement faibles ne les économisent pas plus que ceux ayant des réserves élevées et peuvent, par conséquent, accentuer les problèmes de compétitivité de leurs secteurs non liés au pétrole. Ce phénomène pourrait poser problème à l'avenir puisque ces pays, contrairement à ceux disposant d'importantes réserves, devront compter sur leurs secteurs non liés aux ressources pour générer la plus grande partie de leur croissance dans les années à venir.

Figure O.8: Taux de change, inflation et dépenses publiques des nouveaux exportateurs de pétrole contre les anciens, de 2001 à 2006



Source : Données de la Banque mondiale et du FMI.

Remarque : Les nouveaux producteurs sont définis comme étant des pays vivant d'une production de pétrole ayant démarrée après 1985 ou qui sont devenus des pays indépendants après 1985, notamment l'Azerbaïdjan, le Tchad, la Guinée équatoriale, le Kazakhstan, le Soudan et le Yémen (il n'ya pas de données disponibles au sujet de l'inflation et du taux de change réel pour le Turkménistan). Au nombre des anciens producteurs se trouvent l'Algérie, l'Angola, le Congo, l'Iran, la Libye, le Nigéria, l'Oman et le Venezuela. Ici, le taux de change réel par rapport au dollar (plutôt que le taux de change réel pondéré en fonction des échanges utilisés à la figure 3.5) englobe suffisamment de pays pour que la comparaison entre les deux groupes soit valide.

1. Taux de change réel face au dollar; une hausse indique une appréciation. Les données fournies pour la Guinée équatoriale couvrent la période de 2001 à 2004.
2. Variation en pourcentage de l'indice des prix à la consommation en 2008.
3. Variation de la contribution des recettes publiques au PIB entre 2001 et 2007.

De plus, les recettes découlant des ressources demeurent une importante source de dépense dans le secteur privé. C'est surtout le cas dans les pays exportateurs de matières premières autres que le pétrole, notamment les producteurs agricoles, où les profits engendrés par les prix élevés des matières premières sont moins concentrés. Il est encourageant de noter que la majorité des dépenses semblent dirigées vers les biens d'équipement, ce qui pourrait contribuer au potentiel futur de production. Toutefois, dans un certain nombre de pays d'Afrique, les dépenses en investissement ont été financées par de lourds emprunts bancaires, ce qui pourrait entraîner de sérieux

problèmes lorsque les prêts arriveront à échéance, maintenant que les prix des matières premières ont baissé et qu'il est devenu beaucoup plus difficile d'avoir accès au crédit.

Les prix élevés des matières premières affectent les pauvres, surtout dans les pays consommateurs

Pour les pays consommateurs, les prix élevés des matières premières présentent de nombreux défis. En ce qui a trait aux matières premières fortement échangées telles que le pétrole, une flambée des prix peut entraîner de sérieuses difficultés de balance des paiements et accroître la vulnérabilité des importateurs nets. En ce qui a trait aux matières premières alimentaires qui sont principalement consommées dans le même pays où elles sont produites, l'enjeu pour la plupart des pays réside dans le transfert de richesses entre les producteurs et les consommateurs ; quoique certains pays soient des importateurs nets de produits alimentaires et que la hausse des prix des denrées alimentaires a eu de lourdes conséquences sur leur balance de paiements. Les prix des produits alimentaires et du carburant ont fait augmenter l'inflation et diminuer les revenus réels des pays en développement.

En règle générale, la politique économique ne devrait pas opposer de résistance aux fluctuations de prix, mais devrait offrir de l'aide pour s'adapter aux circonstances changeantes. Cependant, les fluctuations des dernières années ont été particulièrement importantes et ont eu des répercussions non moins importantes sur l'inflation, la balance des paiements et la pauvreté dans les pays en développement. De plus, étant donné que les prix élevés des produits alimentaires peuvent accroître, chez les très pauvres, la malnutrition pouvant causer des dommages cognitifs et physiques permanents, même une hausse temporaire mais marquée nécessite une intervention politique prompte et bien ciblée.

Au niveau mondial, la hausse des prix des produits alimentaires et du carburant a coûté en 2008 près de 680 milliards de dollars aux consommateurs des pays en développement. Ces hausses de prix ont eu de lourdes conséquences macroéconomiques. Les prix élevés du pétrole ont fait augmenter les déficits d'un certain nombre de pays, ces hausses pouvant aller jusqu'à 5 % de leur PIB. Les hausses des produits alimentaires et du carburant ont entraîné une hausse marquée de l'inflation. De plus, ces hausses des prix des produits alimentaires et du carburant ont fait augmenter le nombre de personnes pauvres dans le monde et ont aggravé leur pauvreté. En règle générale, la hausse des prix des produits alimentaires a eu un effet plus prononcé sur la pauvreté étant donné que les ménages des pays pauvres consacrent 50 % de leurs revenus ou plus à l'alimentation, contre seulement 10 % au carburant. De plus, pour les ménages très

Tableau 1: Hausse des prix des produits alimentaires et la part de l'alimentation dans la consommation totale des ménages

	Flambée des prix	Pourcentage de leurs revenus que les pauvres consacrent à l'alimentation
	(pourcentage)	
Population rurale		
Asie de l'Est et région du Pacifique	12.4	71.5
Europe de l'Est et Asie centrale	-0.2	63.4
Amérique latine	6.9	51.2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	25.9	64.5
Asie du Sud	5.0	65.3
Afrique subsaharienne	9.6	68.0
Pays en développement	6.7	66.1
Population urbaine		
Asie de l'Est et région du Pacifique	13.8	67.5
Europe de l'Est et Asie centrale	-0.5	57.9
Amérique latine	1.6	44.1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	12.5	57.1
Asie du Sud	4.8	64.4
Afrique subsaharienne	4.9	53.0
Pays en développement	4.1	60.4

Source : Banque mondiale.

Remarque : les flambées des prix varient selon que les populations sont urbaines ou rurales étant donné les différents niveaux d'urbanisation au sein des pays comprenant des agrégats.

pauvres, l'alimentation représente une part encore plus importante de leurs dépenses tandis que la part du carburant est encore moindre. Enfin, les conséquences de la

hausse de prix des produits alimentaires sur la pauvreté sont certainement plus significatives que celle des prix du carburant parce que, contrairement aux carburants domestiques qui peuvent être remplacés par de la biomasse, la demande en produits alimentaires est relativement inélastique.

Les prix des produits alimentaires n'ont cependant pas tous augmenté autant que ceux du riz, du maïs et du blé. De plus, au cours de 2007 et de la première moitié de 2008, le dollar s'est déprécié de sorte que les prix en devises locales ont moins augmenté que les prix en dollars. Par conséquent, en devise réelle locale la hausse des prix des produits alimentaires consommés dans les pays en développement était bien moins importante que celle de 54 % observée en dollars pour les denrées alimentaires échangées à l'échelle internationale (tableau O.1). Ainsi, en Afrique par exemple, les prix réels des produits alimentaires ont augmenté en moyenne de 8,3 %, contre une hausse de 19,8% au Moyen-Orient, région qui dépend beaucoup plus des importations de produits alimentaires.

Dans l'ensemble, on estime qu'entre 2005 et le début de 2008 la hausse des prix des produits alimentaires a fait progresser de 1 % ou plus le pourcentage de la population vivant dans l'extrême pauvreté en Asie de l'Est, au Moyen-Orient et en Asie du Sud. En Afrique, les répercussions ont été moins importantes parce que les prix des produits alimentaires y ont en moyenne moins augmenté et parce qu'une plus grande part de la population vit en milieu rural. Les personnes vivant en milieu rural ont, en général, été moins touchées car pour les agriculteurs une hausse des prix des produits alimentaires signifie une hausse de leurs revenus. L'impact a été beaucoup plus lourd chez les citadins pauvres où le taux de pauvreté a augmenté de plus de 1,5 % en Asie de l'Est, au Moyen-Orient, en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne (tableau O.2). Dans l'ensemble, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté aurait augmenté d'environ

130-150 millions et le déficit de la pauvreté (ce qu'il en coûte annuellement pour relever les revenus de tous les pauvres au-dessus du seuil de pauvreté) a augmenté de 38 milliards de dollars, soit 0,5% du PIB des pays en développement.

Tableau 2: Des prix de l'alimentation plus élevés ont augmenté l'incidence et la sévérité de la pauvreté

Région	Avant		Variation	
	Pourcentage au sein de la population	Écart de revenu	Pourcentage de pauvres au sein de la population	Écart de revenu
	(pourcentage)		(point de pourcentage)	
Population urbaine				
Asie de l'Est et région du Pacifique	13.2	20.3	6.3	2.7
Europe et Asie centrale	2.5	8.7	0.0	0.2
Amérique latine et Caraïbes	3.7	37.6	0.1	-0.7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2.7	17.8	2.4	5.7
Asie du Sud	32.3	25.0	2.0	0.5
Afrique subsaharienne	34.1	38.1	1.7	0.3
Pays en développement	15.3	27.1	2.9	0.5
Population rurale				
Asie de l'Est et région du Pacifique	31.9	23.2	4.9	0.7
Europe et Asie centrale	8.2	6.6	0.0	0.0
Amérique latine et Caraïbes	18.6	43.9	0.1	0.1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	15.4	22.9	0.7	0.9
Asie du Sud	43.3	24.0	0.8	0.3
Afrique subsaharienne	54.9	41.5	0.3	0.0
Pays en développement	37.1	28.2	2.1	0.1

Source: Banque Mondiale.

Pour les personnes très pauvres, réduire leur consommation déjà très restreinte, même pour une courte période de temps, peut avoir de graves conséquences à long terme. Déjà, la hausse des prix des produits alimentaires en 2008 pourrait avoir fait augmenter de 44 millions le nombre d'enfants souffrant de dommages cognitifs et physiques causés par la malnutrition. Il est donc essentiel pour les pays de réagir aux hausses des prix des produits alimentaires en révisant à la hausse l'aide disponible pour les personnes les plus à risque.

La plupart des pays ont réagi à la hausse des prix des produits alimentaire et du carburant en augmentant les dépenses publiques pour les programmes existants de filet de sécurité sociale, que ce soit par le biais de subventions, de systèmes de transferts conditionnels ou de distribution de nourriture. D'autres pays ont décidé d'essayer de minimiser la hausse des prix intérieurs en réduisant leurs taxes ou en imposant des restrictions sur les exportations.

De tels programmes ont été relativement

coûteux, représentant une hausse des dépenses publiques de l'ordre de 2 à 4 % du PIB de ces pays. De plus, dans bien des cas, un mauvais ciblage des programmes signifie qu'une grande partie de ces dépenses n'ont pas aidé les personnes qui en avaient le plus besoin. En interférant ainsi avec les prix sur le marché, ces programmes minimisent souvent les fluctuations, atténuant donc les incitatifs des agriculteurs à accroître leur production et ceux des consommateurs à économiser. Par conséquent, il est probable que ces programmes ont accentué l'ampleur des hausses de prix et leur durée.

À l'avenir, les décideurs politiques doivent revoir leur aide de manière à ce qu'elle cible mieux les très pauvres. Agir ainsi aidera à faire en sorte que la prochaine fois qu'une flambée des prix des produits alimentaires (ou de l'énergie) se produit, les programmes d'aide seront plus abordables et plus efficaces dans leur fourniture d'aide aux personnes les plus démunies. Parmi les options disponibles, les transferts ciblés d'argent sont celles qui fonctionnent le mieux parce que ces transferts comportent relativement peu d'exigences administratives et qu'ils minimisent la distribution des fonds vers des groupes de la population qui sont moins dans le besoin. Malheureusement, ces programmes peuvent également exclure un grand nombre de pauvres qui sont soit incapables soit ne veulent pas répondre à certaines des conditions du programme visant à dissuader la participation des personnes autres que les plus démunies. Les programmes en nature, tels que les programmes d'alimentation scolaire et de distribution d'aliments de sevrage enrichis pour enfants qui commencent à marcher, peuvent être efficaces surtout dans les pays aux budgets restreints. Les subventions, même ciblées, ont tendance à être beaucoup moins efficaces avec, dans certains cas, seulement un cinquième de l'argent dépensé bénéficiant aux pauvres. Les programmes de travaux publics offrent rarement suffisamment de couverture pour cibler de manière significative les familles pauvres. Quelles que soient les politiques

adoptées, il est essentiel que le soutien compensatoire de revenus soit clairement présenté comme étant temporaire et que des stratégies de retrait graduel soient mises en place pour éviter d'alourdir sans raison le fardeau budgétaire à long terme.

Le rôle des politiques internationales

En fin de compte, étant donné l'ampleur des coûts impliqués, aucun gouvernement individuel ni agence internationale n'est en mesure d'éponger entièrement les hausses des prix des produits alimentaires et du carburant. La mise en place de programmes bien ciblés est toutefois plus abordable. Pour les pays les plus pauvres, même ces programmes peuvent être hors de la portée de leur budget et, dans ce cas, la communauté internationale peut avoir un rôle à jouer.

Jusqu'à présent, les mesures prises ciblaient la réallocation des fonds existants vers les pays qui en ont le plus besoin et le renforcement de la capacité financière ainsi que des infrastructures des agences d'aide alimentaire d'urgence telles que le Programme alimentaire mondial (PAM). D'autres actions qui pourraient être envisagées seraient de fournir au PAM une source plus stable de financement et de lui accorder une marge de crédit lui permettant d'agir rapidement lorsque les prix des produits alimentaires deviennent anormalement élevés.

Les décideurs politiques pourraient également se pencher sur l'amélioration de la gestion coordonnée des réserves mondiales de céréales pour que celles-ci puissent plus facilement aider les pays dans le besoin. Des mesures en ce sens comprennent la construction d'installations d'entreposage à des endroits stratégiques dans le monde et la création d'un système mondial de gestion, ressemblant peut-être à celui utilisé par l'AIE pour le pétrole. Les pays importateurs et exportateurs de produits alimentaires pourraient considérer la possibilité d'utiliser des contrats à terme en tant qu'alternative à l'accumulation de réserves et à la restriction d'exportations.

De tels contrats peuvent réduire l'incertitude sur la quantité et les prix des matières premières en fournissant des garanties relatives à la livraison de quantités prédéterminées de céréales à un prix donné. Ces contrats peuvent être conditionnels et permettent à leur détenteur d'exercer son option d'achat ou de vente en fonction des conditions du marché.

Des réformes commerciales feront certainement aussi partie de la solution. Des mesures sont nécessaires pour sanctionner efficacement les pays qui ont recours aux restrictions d'exportations en tant que mécanisme pour contrôler les prix intérieurs. Ces restrictions nuisent non seulement à la réponse de l'approvisionnement intérieur, mais elles ont également tendance à accentuer les hausses de prix et les pénuries au sein du reste de l'économie mondiale. Même si un dénouement positif aux tables rondes de Doha sur les négociations commerciales multilatérales sur le commerce de l'Organisation mondiale du commerce pouvait donner lieu à des prix plus élevés à court terme, il est probable que ce développement s'avérerait bénéfique pour les pays en développement parce qu'il améliorerait la compétitivité de leurs secteurs agricoles et réduirait leur dépendance vis-à-vis des importations de produits alimentaires.

Bibliographie

- De Hoyos, R., et R. Lessem. 2008. *Food Shares in Consumption: New Evidence Using Engel Curves for Developing Countries*, Banque mondiale, Washington, DC.
- Grilli, Enzo R., et Maw Cheng Yang. 1988. *Primary Commodity Prices, Manufactured Good Prices, and the Terms of Trade of Developing Countries: What the Long Run Shows*, *World Bank Economic Review* 2, p.1–47.
- AIE (Agence internationale de l'énergie), 2006. *Energy Technology Perspectives: Scenarios & Strategies to 2050*, Paris, OCDE/AIE.
- Kaufmann D., A. Kraay, et M. Mastruzzi, 2007. *Governance Matters VI: Aggregate and Individual Governance Indicators for 1996-2006*. World Bank Policy Research Working Paper 4280, Washington, DC.
- Banque mondiale, 2007. *At Loggerheads: Agricultural Expansion, Poverty Reduction, and Environment in the Tropical Forests*. Washington, DC : Banque mondiale.